

L'éditorial de la *Gazette* continue ainsi:

Il est maintenant clair que les méthodes du ministère canadien de l'Immigration devront être révolutionnées. Cela ne veut pas dire qu'il faudra abaisser les normes d'admission des immigrants. Mais cela signifie que le Canada ne peut plus attendre que les futurs immigrants présentent leur demande. Le Canada devra aller chercher les immigrants qui lui conviennent.

A ce sujet, il y a, comme le ministre le confirmera, des milliers de demandes en instance, en Grèce et en Italie. Il nous faut un personnel plus nombreux dans ces différents pays pour étudier ces demandes. Qu'il me soit permis de dire que dans ma circonscription, il y a plusieurs milliers de Grecs prêts à endurer toutes sortes de privations personnelles pour faire venir leurs pères, mères, sœurs et frères de Grèce ou d'Italie et des autres pays d'Europe.

Monsieur le président, on a parlé à la Chambre dernièrement de Radio-Canada. Je le mentionne tout simplement parce qu'on a critiqué les frais d'exploitation de Radio-Canada. Ces critiques indiquent que nos émissions radiophoniques et télévisées sont offertes à une population trop clairsemée. Si nous avions doublé ou triplé notre population, nous n'aurions pas besoin d'installations de radio-diffusion plus importantes que celles que nous avons actuellement.

Le Canada compte deux chemins de fer transcontinentaux dont l'un nous coûte des millions de dollars chaque année simplement parce qu'il n'y a pas suffisamment de gens qui les utilisent. Nous voudrions, d'autre part, adopter les recommandations de la Commission royale d'enquête Hall. D'après le titre d'un article publié dans la *Gazette* d'hier «Les projets pour le régime de santé pourraient augmenter les impôts de 50 p. 100». Si notre population était plus nombreuse, de pareils programmes seraient rentables.

Le fait est que nous n'avons pas une population assez nombreuse et que nous ne formerons jamais ainsi une grande puissance. Si nous voulons que notre pays acquière de l'importance, nous avons besoin d'accroître notre population. Si certains Canadiens sont préoccupés—je ne le suis pas—au sujet de notre puissant voisin du Sud, je me demande comment nous pouvons être en mesure de remédier à la situation, si nous ne sommes pas disposés à accueillir des immigrants. Nous ne pouvons pas vivre à côté d'un pays de 200 millions d'habitants, alors que nous en comptons seulement 19 millions, et croire être le moins en mesure de lui faire concurrence.

Nous possédons toutes les ressources naturelles, sauf une, la population. C'est la seule

ressource naturelle qui nous manque. J'espère donc, monsieur le président, que dans les futurs programmes, le ministre tiendra compte de certaines questions soulevées aujourd'hui. Le Canada devrait cesser de songer en fonction de ce qu'il peut faire pour les immigrants, mais penser plutôt en fonction de ce que les immigrants peuvent faire pour le Canada.

**M. Orlikow:** Je devrais sans doute m'associer aux autres députés qui ont félicité le ministre de son excellent discours, mais si je m'en abstiens, monsieur le président, ce n'est pas que j'en veuille particulièrement au ministre ou à son exposé. C'est uniquement parce que j'ai entendu d'autres ministres prononcer des discours semblables. L'ancien ministre a fait un magnifique discours l'an dernier. Les ministres des gouvernements précédents, tant libéraux que conservateurs ont tous prononcé le même genre de discours. Leurs textes provenaient sans doute des mêmes dossiers, car si l'on ne donne pas suite au discours de l'année précédente, rien ne sert d'en rédiger un nouveau.

Je ne crois pas le moins du monde que la méthode, annoncée aujourd'hui par le ministre, visant à augmenter le nombre des immigrants entrant au Canada, aura de meilleurs résultats que celles qu'avait annoncées l'ancien ministre. Envisageons la dure réalité. Les gens qui ont émigré au Canada depuis l'époque où ceux d'entre nous qui ne sont pas Indiens ont commencé à y venir, et le genre de gens que nous avons voulu encourager à émigrer, venaient d'Europe septentrionale et occidentale. Au cours des dernières années, ces gens-là ont presque cessé de venir.

Le ministre commet une grave erreur s'il croit qu'en ouvrant un plus grand nombre de bureaux d'immigration il attirera plus d'émigrants en provenance de pays comme la Grande-Bretagne, la Norvège, la Suède, la Hollande, la Belgique ou l'Allemagne. Les habitants de ces pays sont intelligents et au courant de l'actualité. C'est pourquoi nous aimerions les voir venir chez nous et c'est aussi la raison pour laquelle ils ne viennent pas. Pourquoi viendraient-ils, alors que chez eux ils connaissent le plein emploi depuis six ans ou plus et qu'ici un chômage intense sévit depuis dix ans? Même si le chiffre des chômeurs a baissé, rien ne laisse prévoir que, cet hiver encore, il n'atteindra pas le demi-million.

En outre, les gens de ces pays qui ont des familles examineront le genre de régimes d'assurance-maladie qui existent chez eux et qui sont financés dans une large mesure, sinon